

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Band: - (2008)
Heft: 1

Artikel: La perspective traditionnelle des armées
Autor: Monnerat, Ludovic
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-346813>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

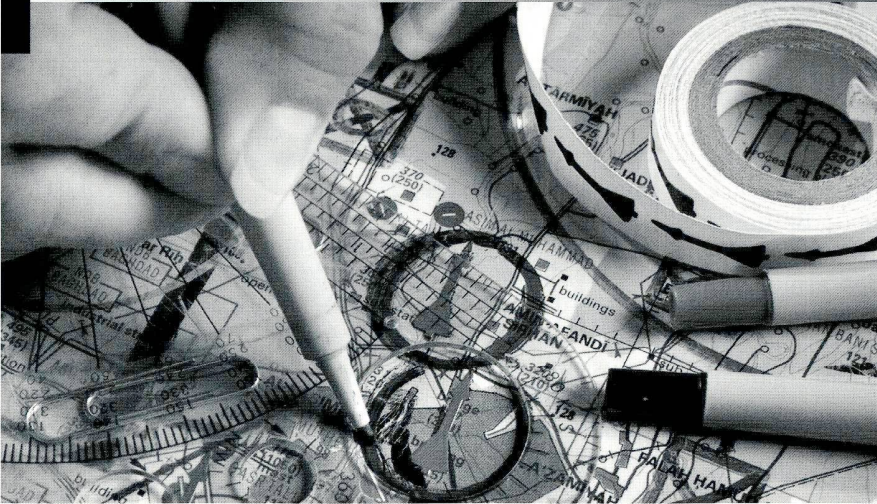
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 22.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La perspective traditionnelle des armées

Lt col EMG Ludovic Monnerat

Rédacteur en second, RMS+

Les exercices du temps de paix permettent souvent de se rendre compte à quel point les armées conventionnelles sont encore tournées, dans leurs processus de planification comme de conduite de l'action, vers le combat symétrique de haute intensité. Cette orientation se manifeste en particulier par le fait que chaque formation et chaque état-major recherche avant tout la maîtrise d'un espace physique donné, correspondant au secteur d'engagement dessiné par l'échelon supérieur (ou, au niveau armée, par les frontières nationales). L'espace psychologique constitué par les êtres intelligents situés physiquement dans cette zone n'est guère pris en compte. Les « *soft factors* » sont complexes, difficiles à mesurer et donc largement ignorés. On se raccroche à ce que l'on connaît, à ce que l'on sait.

Ce repli intellectuel est un luxe que ne peuvent se permettre les armées engagées dans des conflits de basse intensité, comme le montre l'exemple de l'Irak, où les pertes subies par les forces armées américaines ont fortement contribué à l'application d'une doctrine de contre-insurrection tranchant largement avec la simple phase de stabilisation ou de normalisation prévue par la doctrine conventionnelle. En revanche, pour les armées non engagées – comme l'armée suisse – ou pour celles qui envoient avant tout leurs forces spéciales dans ces conflits, il n'y a pas d'incitation impérieuse au changement. On y perpétue l'idée que l'approche classique a fait ses preuves et que le combat traditionnel reste la mission centrale, le défi principal des armées. Comme si le monde n'avait pas changé.

Que l'on se représente les options stratégiques disponibles face à une armée de type occidental moderne, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, avec la brutale augmentation de son efficacité destructrice : que faire d'autre qu'éviter le combat frontal ? En fait, c'est la dissymétrie des formations militaires conventionnelles, c'est-à-dire leur supériorité déterminante dans un

domaine de la lutte, qui dans ce cas provoque l'asymétrie; c'est-à-dire la recherche d'une action dans un tout autre domaine. D'où les guerres sociétales que les militaires connaissent, subissent et perdent depuis un demi-siècle, à force de croire que l'action armée – en accord avec les traditions – se résume à l'application ouverte et maximale de la force, comme une sorte de verdict divin tiré du champ de bataille...

Ceci est connu. Ce qui l'est sans doute moins, c'est que les opportunités offertes par les asymétries modernes, créées aussi bien par les forces des armées que par les faiblesses des sociétés qu'elles visent à défendre, peuvent être également exploitées dans une situation de conflit interétatique classique – et donc le seraient immanquablement. En d'autres termes, si la notion de combat « force contre force » n'est pas périmée, l'idée selon laquelle ce combat résume l'ensemble de la lutte l'est assurément. Les armées n'ont pas le choix : elles peuvent et donc doivent conserver et développer des capacités symétriques, mais cela ne les prémunit de la dimension sociétale propre aux conflits de notre ère. A une époque où les champs de bataille se confondent aux sociétés entières, y renoncer par habitude est inexcusable !

Un exemple tiré des processus de commandement utilisés en Suisse, mais présents dans bien d'autres armées, est à cet égard éloquent. Lorsque l'on procède à l'appréciation de la situation, on distingue l'analyse du milieu et l'analyse de l'adversaire, respectivement de la partie adverse, alors même que l'un et l'autre sont largement indissociables. Lorsque l'on se penche sur le milieu, on s'intéresse d'abord aux axes, puis aux obstacles, puis aux compartiments de terrain, avant de se soucier d'aspects particuliers (population civile, météorologie) pour conclure par l'identification du terrain clé. On s'intéresse à BLEU (nous), à ROUGE (l'adversaire), au terrain, aux délais et à la mission : le reste n'existe pas. Y compris sur les calques savants établis en cours de travail.

Les réponses à ces carences criantes sont dans l'ensemble connues : ajouter des cartes politiques et thématiques aux cartes géographiques, intégrer la notion de permissivité, qui combine précisément le terrain et les acteurs, ou encore procéder à des analyses en réseau de ces acteurs. Cependant, 18 ans après la chute du mur de Berlin, et donc après la fin d'un face-à-face militaire primant sur tout le reste, les méthodes de travail des armées en restent largement inspirées. Et les missions tactiques que l'on donne aux éléments de mêlée, bien souvent, se conjuguent en verbes tels que barrer, tenir, garder, protéger, surveiller, explorer, voire user et détruire. Influencer, dissuader, diviser, encadrer, voire normaliser ou développer, ne font pas encore partie du vocabulaire militaire. Nous y viendrons...

L.M.



Nouvelles brèves

ATTACO et LARGO : une première pour le bataillon de chars 12

Dans des conditions thermiques difficiles, entre 0 et -12 degrés, le bataillon de chars 12 a mené sur la place d'armes de Bure (JU) deux séries d'exercices intensifs. Lors de la première semaine du cours, plusieurs compagnies ont été entraînées par les stages de formation techniques (SFT) I et II des troupes blindées. Le premier fait partie de la formation des futurs commandants de compagnie et a pour objectif d'entraîner une vingtaine de futurs capitaines à préparer et à diriger des exercices de section. Le second sert à former les futurs commandants de bataillons ainsi que leurs remplaçants et les chefs opérations (S3) ; l'accent est alors mis sur la direction des exercices de compagnie.

Les 6 et 7 décembre 2007, deux exercices conduits par le SFT II ont testé la manœuvre de la compagnie de chars 12/2, commandée par le capitaine Feuz, appuyée par une section de grenadiers de chars de la compagnie 12/4. Un plastron a été fourni par la compagnie d'état-major 12. En une semaine, un bon niveau a été atteint dans la manœuvre, l'observation et le tir.

Le gros du bataillon –commandé pour la dernière fois par le Lt col EMG Roos- a été exercé par le commandant de la brigade blindée 1, le brigadier Daniel Berger, lors de l'exercice LARGO les 17-18 décembre. Cet exercice standardisé, qui nécessite une direction d'exercice d'une trentaine d'officiers, vise à comparer les performances des corps de troupe de la brigade. Deux attaques ont pu être menées, contre un adversaire comprenant une compagnie renforcée menant un combat retardateur.

7 décembre 2007 : La compagnie de chars 12/2 assure l'entrée des grenadiers de chars dans Nalé. Au cours du «nettoyage», les prisonniers sont rassemblés. (A+V).

